Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Administrative Tribunals Support Service of Canada

Service canadien d’appui aux tribunaux administratifs

Rapport sur les résultats ministériels 2025-2026

L’honorable Sean Fraser, C.P., député
Ministre de la Justice et procureur général du Canada
et ministre responsable de l’Agence de promotion économique du Canada atlantique

Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par l’administrateur en chef du Service canadien d’appui aux tribunaux administratifs, 2026

Numéro au catalogue : J85-5F-PDF

ISSN : 2561-1747

Also available in English under the title: 2025–26 Departmental Results Report

Rapport sur les résultats ministériels 2025-2026 du Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Table des matières

- En un coup d'œil
- Message de l'administrateur en chef
- Résultats : nos réalisations
  - Responsabilité essentielle 1 : Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres
  - Services internes
- Dépenses et ressources humaines
  - Dépenses
  - Financement
  - Faits saillants des états financiers
  - Ressources humaines
- Tableaux de renseignements supplémentaires
- Dépenses fiscales fédérales
- Renseignements ministériels
- Définitions

Remarque : Le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs (SCDATA) a utilisé son outil d'intelligence artificielle générative (Microsoft Copilot) pour appuyer l'élaboration du contenu de ce rapport. Un être humain a revu et validé tout le contenu généré par l'intelligence artificielle.

En un coup d'œil

Le présent rapport sur les résultats ministériels présente les réalisations réelles du SCDATA par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans son Plan ministériel 2025-2026.

Ces résultats cadrent avec les priorités énoncées dans la lettre de mandat du 21 mai 2025 émanant du premier ministre, ainsi qu'avec la vision, la mission, la raison d'être et le contexte opérationnel du SCDATA.

Principales priorités

Le SCDATA a cerné les principales priorités suivantes pour 2025-2026 :

- Optimiser notre structure organisationnelle;
- Moderniser nos activités et notre technologie;
- Adapter nos services d'appui aux tribunaux administratifs;
- Favoriser un environnement de travail sain et inclusif.

Faits saillants

En 2025-2026, nous avons trouvé des moyens ingénieux d'offrir des services de qualité tout en assurant la discipline budgétaire, en optimisant le potentiel des nouveaux outils numériques et en aidant les tribunaux et les organismes administratifs que nous servons à assumer les nouvelles responsabilités législatives et à s'adapter à l'augmentation de la charge de travail.

Pour répondre aux besoins en matière de services essentiels en période de restrictions budgétaires, nous avons lancé un nouveau modèle organisationnel le 1er avril 2026. Organisé par fonction plutôt que par secrétariat, le nouveau modèle réduit le cloisonnement. Grâce à ce décloisonnement, la nouvelle structure nécessite moins de postes de gestion. Combinée aux précédentes phases d'intégration, elle coûte environ 3,5 millions de dollars de moins que la structure initiale et permet aux équipes de servir les tribunaux avec davantage de souplesse. Les équipes de l'ensemble du SCDATA se sont préparées à cette transition en mettant à jour les normes de service, les procédures et les flux de travail, en déplaçant les fonctions là où elles sont le plus nécessaires, et en assurant la formation pluridisciplinaire du personnel pour soutenir de nombreux tribunaux.

Nous avons renforcé notre intérêt pour la technologie et l'innovation en utilisant l'IA pour moderniser nos opérations. Nous avons aidé la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral (CRTESPF) à lancer l'un des premiers robots conversationnels destinés au public pour un tribunal fédéral. Le robot conversationnel permet aux parties et au public d'obtenir rapidement et facilement des renseignements sur la CRTESPF. Nous avons également participé au projet pilote sur l'IA générative CANChat et avons offert au personnel plusieurs séances de formation sur l'utilisation responsable de l'IA. Le personnel utilise désormais l'IA pour simplifier des tâches, comme la traduction, les recherches juridiques, la révision en langage clair et simple et la planification des déplacements.

Plusieurs des tribunaux et organismes administratifs que nous appuyons sont confrontés à de nouvelles responsabilités législatives, à une charge de travail plus lourde, à une augmentation du nombre de plaideurs complexes et à une augmentation de la complexité globale des dossiers. Nous collaborons étroitement avec eux pour veiller à ce qu'ils reçoivent les services dont ils ont besoin. Nous avons mis à jour les règles, les procédures, les formulaires et le contenu Web et avons modifié les ressources pour assurer une prestation de services équitable. Notre nouvelle structure axée sur les fonctions nous offrira une plus grande flexibilité pour répondre à leurs

besoins changeants en facilitant la réaffectation des ressources entre les organisations que nous servons.

- Total des dépenses réelles (y compris les services internes) : 83 392 560 $
- Nombre total d'équivalents temps plein (y compris les services internes) : 678

Pour obtenir des renseignements détaillés sur les dépenses totales et les ressources humaines du SCDATA, consultez la section Dépenses et ressources humaines de ce rapport.

Sommaire des résultats

Voici un sommaire des résultats atteints par le ministère en 2025-2026 dans sa « responsabilité essentielle » (son principal secteur d'activité).

Responsabilité essentielle 1 : Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres

Dépenses réelles : 60 289 872 $

Ressources humaines réelles : 536

Optimiser notre structure organisationnelle

Nous avons simplifié les opérations en réduisant le nombre de secrétariats de cinq à trois et en adoptant progressivement un modèle axé sur les fonctions pour réduire les chevauchements, favoriser la flexibilité et répondre aux besoins des tribunaux. Nous avons préparé à lancer le modèle axé sur les fonctions le 1er avril 2026 en centralisant les services, en formant le personnel et en mettant à jour les flux de travail, les normes de service et les rôles. Les économies générées par cette structure optimisée ont contribué de manière importante à l'Examen exhaustif des dépenses du SCDATA.

Moderniser nos activités et notre technologie

Nous avons élargi la portée des outils numériques et de l'innovation en lançant un robot conversationnel pour les tribunaux, en faisant progresser notre stratégie en matière d'IA et en mettant à l'essai l'IA pour les tâches de traduction, de révision et d'administration. Nous avons mis à niveau les systèmes de gestion des cas, élargi l'analyse des données, modernisé les sites Web et les outils audiovisuels, numérisé les dossiers et préparé un nouveau portail de dépôt électronique pour améliorer la prestation des services. Ces investissements aideront le SCDATA à fournir des services efficaces et efficients aux tribunaux et à la population canadienne tout en fonctionnant avec un budget réduit.

Adapter nos services d'appui aux tribunaux administratifs

Nous avons aidé les organisations que nous servons à s'adapter aux changements législatifs en mettant à jour les procédures, les formulaires et le contenu Web. Pour composer avec

l’augmentation du nombre de cas, nous avons obtenu un financement ciblé et réaffecté les ressources. Les décisions relatives à l’affectation des ressources ont été prises en fonction des besoins des tribunaux, des tendances liées au volume de dossiers et de la priorité du premier ministre consistant à bâtir une économie canadienne forte. Cela a permis de veiller à ce que les principaux services de justice administrative continuent de répondre aux besoins de la population canadienne malgré les pressions découlant de l’augmentation du volume de dossiers.

Favoriser un environnement de travail sain et inclusif

Nous avons favorisé l’inclusion grâce à des plans d’action sur l’équité, la diversité et l’inclusion, l’accessibilité et les langues officielles. Nous avons mis en place des outils comme le Passeport pour l’accessibilité, fait la promotion de pratiques de recrutement visant à éliminer les préjugés, encouragé le personnel à fournir des commentaires au moyen d’un nouveau sondage éclair et fait connaître les mesures de soutien au bien-être en milieu de travail.

Pour en savoir plus sur les activités liées aux services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres du SCDATA, consultez la section Résultats : nos réalisations du présent rapport.

Message de l’administrateur en chef



Orlando Da Silva, MB
Administrateur en chef

J’ai le plaisir de présenter le rapport sur les résultats ministériels 2025-2026 du Service canadien d’appui aux tribunaux administratifs (SCDATA). Le présent rapport fournit des renseignements sur les nombreuses réalisations accomplies par le SCDATA du 1er avril 2025 au 31 mars 2026.

Le SCDATA fournit des installations et un soutien administratif à 13 tribunaux administratifs fédéraux, commissions et conseils, ainsi qu’à deux organismes territoriaux, pour les aider à assumer leurs responsabilités et à prendre des décisions conformes aux lois et procédures qui régissent leur travail.

Au cours de l’exercice 2025-2026, le SCDATA a continué d’obtenir de bons résultats qui profitent à la population canadienne en fournissant un soutien fiable et de haute qualité aux tribunaux et aux autres organismes administratifs qu’il sert. En cette période de restrictions budgétaires croissantes, nous avons trouvé des méthodes de travail plus judicieuses, plus efficaces et plus rentables nous permettant d’aider les tribunaux et les organismes administratifs à comprendre les nouvelles lois et à composer avec une charge de travail plus lourde et des dossiers plus complexes.

Pendant ce temps, nous avons réalisé d’importants progrès à l’égard de nos principales priorités : optimiser notre structure organisationnelle, moderniser nos activités et notre technologie, adapter

nos services d'appui aux tribunaux administratifs et favoriser un environnement de travail sain et inclusif.

Parmi nos réalisations, mentionnons un investissement continu dans les outils numériques, notamment un robot conversationnel pour les tribunaux, et dans la mise à l'essai de l'IA pour faciliter des tâches, comme la traduction et la révision en langage clair. Parallèlement, nous avons renforcé notre culture organisationnelle en faisant progresser les initiatives d'équité, de diversité et d'inclusion, en améliorant l'accessibilité et en priorisant le bien-être du personnel. Nous avons également mis à jour nos procédures de travail, nos formulaires et notre contenu Web, et avons obtenu un financement ciblé pour aider les organisations que nous servons à faire leur travail plus facilement et plus efficacement.

Nous avons rationalisé nos activités en adoptant un modèle organisationnel axé sur les fonctions, que nous avons lancé le 1er avril 2026. En réduisant le nombre de secrétariats, en centralisant les services et en mettant à jour les flux de travail, les normes de service et les rôles, nous avons cherché à limiter les chevauchements, à accroître la flexibilité et à réaffecter plus facilement les ressources là où elles sont le plus nécessaires.

À l'avenir, notre objectif est d'améliorer l'accès à la justice, tout en offrant une valeur ajoutée à la population canadienne. À cette fin, nous continuerons à nous adapter, à innover et à collaborer pour veiller à ce que les organisations que nous soutenons aient tout ce dont elles ont besoin pour accomplir leur important travail.

Je suis fier du dévouement et de l'engagement de notre personnel, et je suis convaincu que le SCDATA est bien placé pour continuer à obtenir de bons résultats aujourd'hui et à l'avenir. Je vous invite à lire ce rapport pour en savoir plus sur les réalisations accomplies par le SCDATA au cours du dernier exercice. Nos résultats montrent comment nous réalisons notre mandat d'aider les tribunaux administratifs fédéraux du Canada à rendre le système de justice équitable, rapide et accessible à toutes et tous.

Orlando Da Silva, MB
Administrateur en chef

Résultats : nos réalisations

Responsabilités essentielles et services internes

- Responsabilité essentielle 1 : Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres
- Services internes

Responsabilité essentielle 1 : Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Principaux risques
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités gouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

Le SCDATA est chargé de fournir des services de soutien dont a besoin chacun des tribunaux par l'entremise d'une seule organisation intégrée.



Description de l'image 1 : Une série d'icônes blanches à l'intérieur de cercles bleus sont reliées par une ligne pointillée jaune menant à un avion en papier symbolisant la progression vers les objectifs futurs. Les icônes représentent des exemples de services et de mesures de soutien que le SCDATA fournit aux organisations qu'il dessert, y compris la médiation, la sécurité, les services de renseignements téléphoniques, les technologies de l'information, les services de greffe, l'innovation et l'amélioration continue ainsi que les ressources humaines.

Répercussions sur la qualité de vie

Les activités énoncées dans la description des responsabilités essentielles du SCDATA contribuent au domaine « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, au sous-domaine « Démocratie et institutions » et à l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions ».

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 1 : Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres.

Le tableau 1 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à les membres des tribunaux reçoivent les services de soutien spécialisés dont ils ont besoin pour entendre des causes, régler des dossiers ou rendre des décisions au cours des trois derniers exercices.

Tableau 1 : Les membres des tribunaux reçoivent les services de soutien spécialisés dont ils ont besoin pour entendre des causes, régler des dossiers ou rendre des décisions

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Le niveau de satisfaction des membres des tribunaux quant à la qualité des services spécialisés offerts par les secrétariats qui leurs sont désignés.	85 %	Mars 2026	2023–2024 : 95,02 % 2024–2025 : 94,91 % 2025–2026 : 91,78 %
Pourcentage de dossiers examinés où les renseignements préparatoires ont été jugés complets et fournis dans les délais établis par les présidents. ‡	85 %	Mars 2026	2023–2024 : 96,91 % [1] 2024–2025 : 93,52 % [2] 2025–2026 : 97,14 % [2]

‡ Les délais établis sont propres à chaque tribunal, car la date de réception des renseignements préparatoires varie de l'un à l'autre. Les délais sont établis par les présidents et présidentes en collaboration avec le secrétariat concerné, et ce, conformément aux exigences législatives et réglementaires.

[1] Le pourcentage repose sur la moyenne des résultats de 10 tribunaux sur 12. Des deux autres tribunaux, un n'avait aucun cas à signaler, et la méthode de l'autre n'était pas au point à la fin de l'exercice.

[2] Le pourcentage repose sur la moyenne des résultats de 11 tribunaux sur 12. La méthode de l'autre tribunal n'était pas au point à la fin de l'exercice.

Le tableau 1 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à les membres des tribunaux reçoivent les services de soutien spécialisés dont ils ont besoin pour entendre des causes, régler des dossiers ou rendre des décisions au cours des trois derniers exercices.

L'onglet Résultats de la page Infographie pour le SCDATA dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés au répertoire des programmes du ministère.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres en 2025-2026 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel du SCDATA pour l'exercice.

Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres

Résultats obtenus

Optimiser notre structure organisationnelle

Nous avons déployé des efforts considérables pour optimiser la structure organisationnelle, les flux de travail, les normes de service et la mise en commun des ressources entre les équipes.

- Le 1er avril 2025, nous avons lancé un modèle à trois secrétariats. Nous avons évité les interruptions de service en fusionnant les unités opérationnelles et en réduisant le nombre de secrétariats de cinq à trois.
- Après l'annonce en juillet 2025 de l'Examen exhaustif des dépenses, nous avons continué de peaufiner notre structure pour réaliser des gains d'efficacité et des économies d'échelle.
- Nous avons déterminé qu'un modèle axé sur les fonctions réduirait davantage les chevauchements, simplifierait la gestion, accroîtrait la flexibilité et cadrait mieux avec les flux de travail dynamiques des organisations que nous servons.
- Le nouveau modèle fonctionnel comprend ce qui suit :
    - Services de greffe;
    - Services juridiques (y compris les services juridiques et les équipes d'analyse des recours commerciaux);
    - Services extrajudiciaires de règlement des différends;
    - Services internes.
- Pour nous préparer au lancement du 1er avril 2026, nous avons pris les mesures suivantes :
    - Élaborer de nouvelles normes de service et mettre à jour les procédures et les lignes directrices;
    - Améliorer les flux de travail pour maximiser l'efficacité;
    - Mettre à jour les descriptions de travail;
    - Fournir une formation multidisciplinaire aux agentes et agents de greffe, au personnel responsable des admissions, aux rédactrices et rédacteurs et aux conseillères et conseillers juridiques pour soutenir de nombreux tribunaux;
    - Centraliser les services administratifs et redéployer des rôles spécialisés, comme les services financiers et le soutien à l'apprentissage, là où ils sont le plus nécessaires;
    - Mettre en œuvre divers mécanismes de soutien à la gestion du changement et à la résilience destinés au personnel.

Moderniser les activités et la technologie

Nous avons investi dans des outils numériques et favorisé l'innovation en matière de service à la clientèle au moyen de divers projets en faisant ce qui suit :

- Lancer un robot conversationnel destiné au public pour la CRTESPF, l'un des premiers robots du genre pour un tribunal fédéral;
- Élaborer la Stratégie d'adoption de l'intelligence artificielle du SCDATA;

- Participer au projet pilote sur l'IA générative CANChat, en offrant des séances de formation sur CANChat et en organisant un événement pour tout le personnel sur l'utilisation responsable de l'IA;
- Appliquer des outils d'IA pour améliorer les opérations, notamment :
    - mettre à l'essai la traduction assistée par l'IA;
    - élaborer des invites d'IA pour simplifier la planification des déplacements;
    - utiliser l'IA pour améliorer l'accessibilité et la lisibilité des guides et des documents de référence;
    - utiliser un outil de recherche juridique alimenté par l'IA pour que les services juridiques soient plus stratégiques et plus efficaces (Westlaw Edge);
    - mettre à l'essai un outil de production de documents juridiques alimenté par l'IA (CoCounsel).
- Mettre à jour les systèmes de gestion des cas (SGC) pour mieux soutenir les tribunaux et prévoir le regroupement de nombreux systèmes afin d'améliorer l'efficacité et de réduire les coûts;
- Préparer le lancement d'un portail de dépôt électronique pour le Tribunal de la sécurité sociale du Canada (TSS) afin que la population canadienne puisse soumettre et gérer en ligne les documents d'appel en toute sécurité;
- Accroître la capacité en matière de données et d'analyse en élaborant des solutions PowerBI pour les tribunaux, notamment la CRTESPF, le Tribunal canadien des droits de la personne et le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI);
- Aider plusieurs des organisations que nous soutenons à améliorer continuellement leurs sites Web (p. ex. refonte complète du site Web du Tribunal d'appel des transports du Canada;
- Numériser les dossiers du Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) et du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs pour améliorer l'accès à l'information et réduire les dossiers papier;
- Améliorer les solutions ManageEngine pour pouvoir traiter les demandes de rémunération et de sécurité;
- Préparer la mise en œuvre d'une nouvelle solution de filtrage de sécurité;
- Former le personnel sur les nouveaux outils de productivité numérique, notamment les canaux Teams, Microsoft To Do et Microsoft Planner, pour améliorer la collaboration et l'efficacité;
- Moderniser l'équipement audiovisuel (AV) pour améliorer l'efficacité des audiences et des réunions hybrides;
- Créer des tableaux de bord de gestion des personnes dans PowerBI pour fournir de meilleures données à la direction et simplifier les exigences en matière de rapports et de surveillance.

Adapter les services de soutien aux tribunaux

Nous avons adapté nos services pour répondre aux besoins changeants des tribunaux et des organismes administratifs que nous servons. Au cours du dernier exercice, ces derniers ont observé les tendances suivantes en ce qui concerne la charge de travail :

- Le nombre de dossiers ouverts était plus élevé que les exercices précédents;
- Le nombre d'audiences qui ont eu lieu était moins élevé, mais le nombre total de jours d'audience a augmenté;
- Le nombre de décisions rendues et de dossiers fermés était moins élevé.

Tableau 2 : Tendances relatives à la charge de travail des organisations soutenues par le SCDATA

Le tableau 2 présente les tendances relatives à la charge de travail de toutes les organisations soutenues par le SCDATA au cours des trois derniers exercices.

Mesure	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Dossiers ouverts	11 104	11 165	11 581
Audiences tenues	6 555	5 911	5 325
Jours d'audience	1 311	1 197	1 424
Décisions rendues	7 935	7 382	6 629
Dossiers fermés	12 762	12 212	10 671

- La diminution du nombre de dossiers fermés en 2025-2026 est principalement attribuable à une baisse du nombre de dossiers fermés par le TSS.
    - Au cours des deux exercices précédents, le TSS avait fermé un grand nombre de dossiers qui s'étaient accumulés, ce qui a laissé beaucoup moins de dossiers à fermer dans son inventaire en 2025-2026.
    - Les dossiers du TSS représentaient environ les trois cinquièmes du nombre total de dossiers en 2025-2026.
- Certains des tribunaux que nous servons ont une charge de travail plus lourde et doivent composer avec des dossiers plus complexes et une augmentation du nombre de plaideurs complexes, notamment le TCCE, la CRTESPF et le CCRI.
    - En réponse, nous avons contribué à l'obtention de fonds supplémentaires pour soutenir des tribunaux précis.
    - Le financement nous a permis d'assurer la prestation équitable de services en matière de greffe, de lois, de recours commerciaux, de mandat et de membres en période de restrictions budgétaires.
- Nous avons collaboré avec le TCCE pour l'aider à gérer sa charge de travail sans précédent.
    - Des ressources supplémentaires ont été affectées et certains services ont été réduits pour que le personnel puisse se concentrer sur les tâches essentielles (p. ex. les dossiers assujettis à des délais prévus par la loi).

- Alors que le CCRI se préparait à s'adapter aux changements législatifs présentés dans le projet de loi C-58, nous avons apporté un soutien en prenant les mesures suivantes :
    - Mettre à jour les règles de procédure, les formulaires, les modèles et le contenu Web;
    - Former le personnel pour qu'il puisse assumer efficacement de nouvelles responsabilités législatives;
    - Recentrer le personnel et les opérations pour assurer un niveau de service élevé à mesure que le nombre de dossiers et leur complexité augmentent;
- Pour préparer le transfert des nouveaux appels relatifs à l'assurance-emploi du TSS au nouveau Conseil d'appel en assurance-emploi du Canada prévu le 1er avril 2026, nous avons mis à jour les formulaires, les modèles de lettres et le site Web du TSS.
- Nous avons aidé la Commission de révision agricole du Canada, le Tribunal de la concurrence et le Tribunal des revendications particulières à mettre à jour leurs règles.

Favoriser un environnement de travail sain et inclusif

Pour éliminer les obstacles et aider tout le personnel à participer et à s'épanouir, nous avons pris les mesures suivantes :

- Lancer des plans d'action sur l'équité, la diversité et l'inclusion et sur les langues officielles;
- Publier le Plan sur l'accessibilité 2026 à 2029 du SCDATA;
- Intégrer l'application Mon milieu de travail accessible, permettant au personnel de créer un Passeport pour l'accessibilité en milieu de travail du GC;
    - Le passeport aide le personnel et les gestionnaires à cerner les problèmes d'accessibilité en milieu de travail et à déterminer les mesures d'adaptation appropriées;
    - Les ambassadeurs du Passeport ont fourni un soutien ciblé au personnel et aux gestionnaires;
- Améliorer l'accessibilité des lieux de travail et des salles d'audience en ajoutant des panneaux en braille, des panneaux d'orientation, des boutons d'accessibilité et des postes de travail assis-debout;
- Traiter les demandes de mesures d'adaptation en milieu de travail en fournissant du mobilier ergonomique et de l'équipement adapté et en apportant des modifications au milieu de travail;
- Utiliser des processus de dotation anonymes pour réduire les préjugés;
- Encourager le personnel à fournir des commentaires en organisant des réunions d'équipe, des assemblées générales et des séances individuelles avec la haute gestion et en menant régulièrement un sondage éclair;
- Faire connaître les ressources qui soutiennent le personnel victime de discrimination, de harcèlement ou d'un traitement injuste;

- Créer un programme de mentorat au sein du secrétariat du TSS pour le personnel qui s'identifie à des groupes en quête d'équité.

Principaux risques

Nous avons cerné cinq risques opérationnels clés :

- **Capacité en matière de ressources humaines :** Il y a un risque que nous n'ayons pas le personnel et l'expertise spécialisée nécessaires pour soutenir les organisations que nous servons, respecter les délais prévus par la loi et gérer la charge de travail, ce qui pourrait causer de l'épuisement professionnel chez le personnel.
- **Technologies de l'information (TI) et infrastructures :** Il y a un risque que les systèmes de TI et les infrastructures essentielles vieillissants ou insuffisants perturbent les opérations ou ne répondent pas aux besoins changeants des tribunaux et aux exigences en matière de services.
- **Retards dans les nominations par le gouverneur en conseil :** Il y a un risque que les postes de décideurs de tribunal vacants fassent augmenter les arriérés de cas et exercent une pression sur les ressources.
- **Évolution des priorités et des lois du gouvernement :** Il y a un risque que l'instabilité géopolitique fasse augmenter le nombre de responsabilités législatives et la charge de travail des tribunaux, et les répercussions sur les ressources du SCDATA ne sont pas toujours entièrement prises en compte.
- **Répercussions des changements climatiques :** Il y a un risque que des conditions météorologiques extrêmes et d'autres événements liés au climat perturbent les opérations, les installations, les déplacements et les audiences, tout en augmentant la demande pour les services des tribunaux.

Pour gérer ces risques, nous sommes passés à un modèle axé sur les fonctions qui réduit les chevauchements, simplifie la gestion et facilite les transferts de ressources d'un tribunal à l'autre. L'amélioration des flux de travail, la centralisation des fonctions administratives et la mise en œuvre d'une formation multidisciplinaire ont accru la flexibilité et permis au personnel de mieux s'adapter aux pressions changeantes liées à la charge de travail.

Parallèlement, nous avons modernisé nos activités et investi dans des outils numériques pour améliorer l'efficacité et la productivité. Les améliorations apportées aux systèmes de gestion des cas, l'introduction du dépôt électronique, l'utilisation accrue des données et des analyses et l'utilisation responsable de l'IA ont contribué à réduire le fardeau administratif et à favoriser une prise de décisions judicieuses.

Nous avons collaboré étroitement avec les organisations que nous servons pour les aider à s'adapter aux changements législatifs et à traiter les cas de plus en plus complexes. Combinés aux efforts déployés pour faire en sorte que l'effectif demeure compétent, capable de s'adapter et soutenu, ces mesures nous ont permis de composer avec les ressources limitées, tout en continuant de fournir des services efficaces.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 3 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 3 : Aperçu des ressources requises pour Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	58 991 644 $	60 289 872 $
Équivalents temps plein	570	536

L'onglet Finances de la page Infographie pour le SCDATA dans l'InfoBase du GC et l'onglet Personnel de la page Infographie pour le SCDATA dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne le répertoire des programmes du ministère.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui sont visées par cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

Nous avons intégré l'ACS Plus dans l'ensemble de la gouvernance, des activités et des services pour favoriser l'inclusion et l'obtention de résultats équitables. Nous avons renforcé la responsabilisation en clarifiant les rôles, en harmonisant les efforts et en désignant une nouvelle personne championne de l'ACS Plus. Le Comité sur l'équité, la diversité et l'inclusion a fait progresser la sensibilisation et a contribué à l'élaboration d'un nouveau plan d'action harmonisé avec les principes de l'ACS Plus.

Nous avons utilisé les données de l'ACS Plus pour mieux comprendre les divers besoins et y répondre. Le Secrétariat du TSS a recueilli et analysé des données sociodémographiques détaillées et les a utilisées pour repérer les lacunes en matière de services, améliorer l'accès à la représentation juridique et améliorer les services inclusifs, comme le personnel accompagnateur, les mesures d'accessibilité et une nouvelle plateforme de dépôt électronique. Les Services internes ont analysé les résultats du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux de 2024 pour améliorer les programmes destinés aux groupes en quête d'équité. Ils ont également lancé l'application Mon milieu de travail accessible pour favoriser la tenue de conversations constructives entre le personnel et les gestionnaires sur les obstacles en milieu de travail et les solutions possibles, l'objectif étant de répondre aux besoins en matière de mesures d'adaptation.

Nous avons renforcé les capacités grâce à des activités de formation et de sensibilisation ciblées, notamment des séances sur les microagressions, les perspectives autochtones et la gestion des interactions difficiles. Nous avons également intégré l'accessibilité dans les services numériques et avons encouragé le personnel à suivre la formation sur l'ACS Plus. Dans l'ensemble, ces efforts

soutiennent une approche de prestation de services plus inclusive et axée sur les données, et les initiatives en cours permettront d'intégrer davantage l'ACS Plus au sein de l'organisation.

Intelligence artificielle

Nous appuyons l'ensemble des travaux sur l'IA du gouvernement du Canada, tout en respectant l'indépendance des tribunaux et des organismes administratifs que nous soutenons et notre mandat en tant qu'organisation de services. Dans le cadre d'une approche responsable et mesurée, nous avons mis à l'essai des outils d'IA et collaboré avec des partenaires des secteurs public et privé. Pour orienter ces travaux, nous avons récemment publié la Stratégie d'adoption de l'intelligence artificielle, qui décrit les projets pilotes et les initiatives prévus pour les exercices à venir, y compris la gouvernance et les démarches de sensibilisation et de formation du personnel.

En 2025-2026, nous avons réalisé d'importants progrès quant à la mise à l'essai et à l'utilisation responsable de l'IA dans les domaines suivants :

- **Amélioration de la productivité** :
  - Nous avons agi à titre de ministère pionnier en mettant à l'essai CANChat à l'interne.
  - Nous avons également encouragé le personnel à utiliser Microsoft Copilot lorsqu'il est question de renseignements non classifiés et d'autres outils de productivité de Microsoft, notamment Planner, Forms et OneNote.
- **Réduction des coûts de fonctionnement du gouvernement** :
  - Nous avons mis à l'essai un service de traduction alimenté par l'IA.
  - Tout le contenu traduit a été examiné et révisé manuellement.
  - Cette initiative devrait réduire les coûts de traduction et permettre au public d'avoir accès plus rapidement aux décisions des tribunaux dans les années à venir.
- **Amélioration de la prestation de services** :
  - Nous avons lancé l'un des premiers robots conversationnels pour les tribunaux fédéraux et intégré une technologie accessible à menus déroulants afin d'aider le public à accéder plus facilement à l'information et aux services.
  - Ces travaux jettent les bases de futurs robots conversationnels alimentés par l'IA, pourvu qu'on obtienne les approbations requises.
- **Exécution de notre mandat** :
  - Nous avons collaboré avec des partenaires du secteur privé pour déployer Westlaw Edge, un outil de recherche juridique alimenté par l'IA.
  - Nous avons mis à l'essai CoCounsel, un outil de recherche juridique et de production de documents alimenté par l'IA.
  - Nous avons également établi une base technique au moyen d'une validation de principe pour soutenir les capacités futures en matière d'IA.
  - L'objectif de ces projets pilotes était de doter les conseillères et conseillers juridiques du SCDATA de meilleurs outils pour les aider à soutenir les tribunaux face à l'augmentation du volume des dossiers.

Préparer l'effectif et l'organisation à l'IA

Nous avons entrepris plusieurs initiatives au cours du dernier exercice pour préparer notre effectif et notre organisation à adopter l'IA de manière sûre et efficace :

- **Perfectionnement de l'effectif :**
  - En mai 2025, nous avons organisé un événement pour tout le personnel sur l'utilisation responsable de l'IA en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.
  - Nous avons également offert une séance de formation sur CANChat à l'échelle du Ministère en septembre 2025 et une formation ciblée sur l'outil d'IA Westlaw destinée aux conseillères et conseillers juridiques.
  - De plus, nous avons encouragé le personnel à participer à la Semaine de l'apprentissage sur l'IA de l'École de la fonction publique du Canada et aux cours connexes.
- **Mise en œuvre de stratégies de gestion du changement :**
  - Nous avons offert des ateliers et une formation ciblée pour aider le personnel à adopter les nouvelles technologies et à acquérir des compétences numériques.
- **Amélioration de la gouvernance et de l'état de préparation des données :**
  - Nous avons renforcé les pratiques de gestion et d'intendance des données afin de disposer d'une base solide pour l'IA.
  - Nous avons notamment élaboré des lignes directrices sur la gouvernance des données, lancé un entrepôt de données sécurisé et fait progresser le catalogage des actifs de données.
- **Octroi d'un accès à des outils d'IA approuvés :**
  - Nous avons continué de donner au personnel l'accès à des outils approuvés par le gouvernement du Canada, comme Copilot et CANChat, lorsqu'il est question de renseignements non classifiés.
  - Nous avons également facilité l'accès à d'autres outils de productivité.
- **Établissement d'une stratégie ministérielle en matière d'IA :**
  - Nous avons collaboré avec les tribunaux et les organismes administratifs que nous soutenons pour publier en ligne notre stratégie en matière d'IA, qui décrit notre approche en matière d'adoption et de gouvernance de l'IA.

Répertoire des programmes

Les programmes suivants appuient la responsabilité Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres :

- Programme 1.1 : Services du greffe
- Programme 1.2 : Services juridiques
- Programme 1.3 : Services liés aux mandats et aux membres

De plus amples renseignements en ce qui concerne le répertoire des programmes Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres se trouvent à l'onglet Résultats dans l'InfoBase du GC.

Services internes

Dans la présente section

- Description
- Progrès à l'égard des résultats
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Processus de risque et de conformité
- Marchés attribués à des entreprises autochtones

Description

Les services internes désignent les activités et les ressources qui aident un ministère à s'acquitter de ses obligations ministérielles et à exécuter ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion des acquisitions;
- services de communications;
- services de gestion des finances;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion de l'information;
- services des technologies de l'information;
- services juridiques;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion et de surveillance;
- services de gestion des biens immobiliers.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente les mesures prises par le ministère pour atteindre les résultats et les cibles en ce qui a trait aux services internes.

Améliorer les processus des services de gestion

Pour que les services ministériels soient axés sur le client, efficaces, efficients, accessibles et inclusifs, nous avons pris les mesures suivantes :

- Examiner les procédures et les formulaires de sécurité et nous préparer à l'utilisation d'un portail en ligne pour simplifier les flux de travail;
- Décentraliser les services de voyage et intégrer les coordonnatrices et coordonnateurs des voyages dans chaque secrétariat;

- Examiner les processus de gestion des finances et d'approvisionnement pour en améliorer l'efficacité et apporter plusieurs améliorations, notamment la mise en œuvre d'un portail d'approvisionnement;
- Mettre en œuvre un cadre pour simplifier le suivi des projets et des programmes dans l'ensemble du SCDATA;
- Réduire les délais de traitement des demandes ciblées d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels;
- Mettre à jour les sondages, les formulaires et les messages standard pour améliorer l'accessibilité;
- Lancer une nouvelle solution PowerBI pour simplifier la production de rapports et l'accès aux données;
- Élaborer des invites précises pour améliorer la traduction assistée par l'IA.

Donner accès à une infrastructure de communications sécurisée

Pour veiller à ce que les communications avec les autres ministères fédéraux soient sécurisées, nous avons pris les mesures suivantes :

- Poursuivre les efforts d'intégration à l'Infrastructure secrète du gouvernement du Canada, en collaboration avec Services partagés Canada;
- Consulter la direction des tribunaux pour établir des protocoles de protection des renseignements sensibles dans des cas spécialisés.

Mettre au point une stratégie globale de gestion des personnes

Pour créer une approche intégrée de gestion des personnes qui est ancrée dans les valeurs fondamentales de la fonction publique, nous avons pris les mesures suivantes :

- Entamer l'élaboration d'un cadre de gestion des personnes;
- Finaliser les plans d'action sur l'équité, la diversité et l'inclusion et sur les langues officielles qui feront partie du cadre de gestion des personnes.

Pour faire progresser de manière durable diverses priorités pangouvernementales, comme la santé mentale et le bien-être, la diversité, l'inclusion, les langues officielles, l'accessibilité, les valeurs et l'éthique, nous avons pris les mesures suivantes :

- Offrir une formation sur la santé mentale et la résilience pour aider le personnel à s'adapter aux changements organisationnels;
- Lancer un sondage éclair axé sur le bien-être en milieu de travail à mener régulièrement;
- Organiser des séances sur la réconciliation avec les Autochtones, les microagressions, le Programme d'aide aux employés et le Système de gestion informelle des conflits;
- Élaborer des outils pour faciliter les conversations sur les valeurs et l'éthique.

Pour que les programmes et les services soient conçus et fournis de manière à être exempts d'obstacles, nous avons pris les mesures suivantes :

- Publier notre Plan sur l'accessibilité 2026 à 2029;
- Effectuer des vérifications régulières auprès des gestionnaires et du personnel pour déterminer où un soutien pourrait être nécessaire;
- Promouvoir des occasions de formation liées à l'EDI, notamment des activités d'accompagnement professionnel conçues dans le cadre du Plan d'action pour soutenir le personnel noir de la fonction publique.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 4 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 4 : Ressources requises pour les services internes en 2025-2026

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	23 478 629 $	23 102 688 $
Équivalents temps plein	150	142

L'onglet Finances de la page Infographie pour le SCDATA dans l'InfoBase du GC et l'onglet Personnel de la page Infographie pour le SCDATA dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne le répertoire des programmes du ministère.

Processus de risque et de conformité

Le processus de risque et de conformité (PRC) est une autoévaluation conçue pour aider les administrateurs généraux et administratrices générales à vérifier que des pratiques et des mesures de contrôle sont en place pour leur permettre de s'acquitter de leurs responsabilités au titre de la loi et des politiques du Conseil du Trésor, ainsi que de gérer efficacement les risques dans leur organisation.

En 2025-2026, le SCDATA a procédé à une autoévaluation dans le cadre du PRC. Les résultats montrent que notre ministère dispose de bonnes pratiques et de contrôles dans plusieurs domaines, tels que la planification stratégique des technologies de l'information, la gestion financière et des dépenses, ainsi que la gouvernance des approvisionnements. Ils indiquent également que des améliorations sont possibles dans d'autres domaines. En réponse, nous allons :

- améliorer la **gestion de l'inventaire des données** en :
    - évaluant les coûts et les ressources nécessaires à la mise en place d'un outil d'inventaire officiel;
    - dressant un inventaire de nos actifs de données et en cernant les principales lacunes;
- améliorer la **gestion de la sécurité** en :
    - élaborant des procédures pour surveiller et suivre les enjeux de sécurité de manière cohérente;

    - établissant des procédures uniformes et documentées pour intervenir en cas d'incident de sécurité;
- favoriser une culture positive en matière de **valeurs et d'éthique** en :
    - nommant une nouvelle championne ou un nouveau champion des valeurs et de l'éthique et une cochampionne ou un cochampion;
    - mettant à jour notre code de conduite;
    - sensibilisant davantage le personnel grâce à une formation obligatoire;
- renforcer la **prestation des services** en :
    - examinant des normes communes de services de greffe;
    - testant la convivialité des services clés auprès de clientèles diverses;
    - améliorant la façon dont nous recueillons et utilisons la rétroaction;
- renforcer la **gestion des approvisionnements** en :
    - officialisant la manière dont nous utilisons les résultats des examens d'assurance de la qualité pour mettre à jour les lignes directrices et les processus;
    - examinant notre Cadre de gestion des approvisionnements.

Marchés attribués à des entreprises autochtones

Chaque exercice, les ministères du gouvernement du Canada doivent attribuer au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones.

Comme le montre le tableau 5, le SCDATA a attribué 38,6 % de la valeur totale de ses marchés à des entreprises autochtones pour l'exercice.

Tableau 5 : Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones

Indicateur de rendement lié à l'attribution de marchés	Résultats 2025-2026
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones (A)	2 526 621,04 $
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones et non autochtones (B)	6 589 191,31 $
Valeur des exceptions approuvées par l'administration générale (C)	0,00 $
Pourcentage de marchés attribués à des entreprises autochtones [A ÷ (B − C) × 100]	38,6 %

Indicateur de rendement lié à l'attribution de marchés	Résultats 2025-2026
Remarques Aux fins de la cible minimale de 5 %, Services aux Autochtones Canada définit les « entreprises autochtones » comme suit : • une entreprise dont le propriétaire-exploitant est un Aîné ou une Aînée, un conseil de bande ou un conseil tribal; • une entreprise inscrite au Répertoire des entreprises autochtones du gouvernement du Canada; • une entreprise inscrite sur une liste d'entreprises bénéficiaires d'un traité moderne. Le terme « marché » désigne un accord contraignant portant sur l'acquisition d'un bien, d'un service ou d'une construction, à l'exclusion des baux immobiliers. Il comprend les avenants aux marchés et les marchés conclus au moyen de cartes d'achat d'une valeur supérieure à 10 000,00 $.	

L'objectif de 5 % a été largement dépassé.

Dans son plan ministériel 2026-2027, le SCDATA a estimé qu'il accorderait plus de 5 % de la valeur totale de ses contrats aux entreprises autochtones d'ici la fin de 2025-2026. L'objectif a été atteint grâce à un marché réservé facultatif planifié d'un contrat concurrentiel de valeur élevée. Aucune exception approuvée par l'administrateur général n'a été appliquée en 2025-2026.

Dépenses et ressources humaines

Dans la présente section

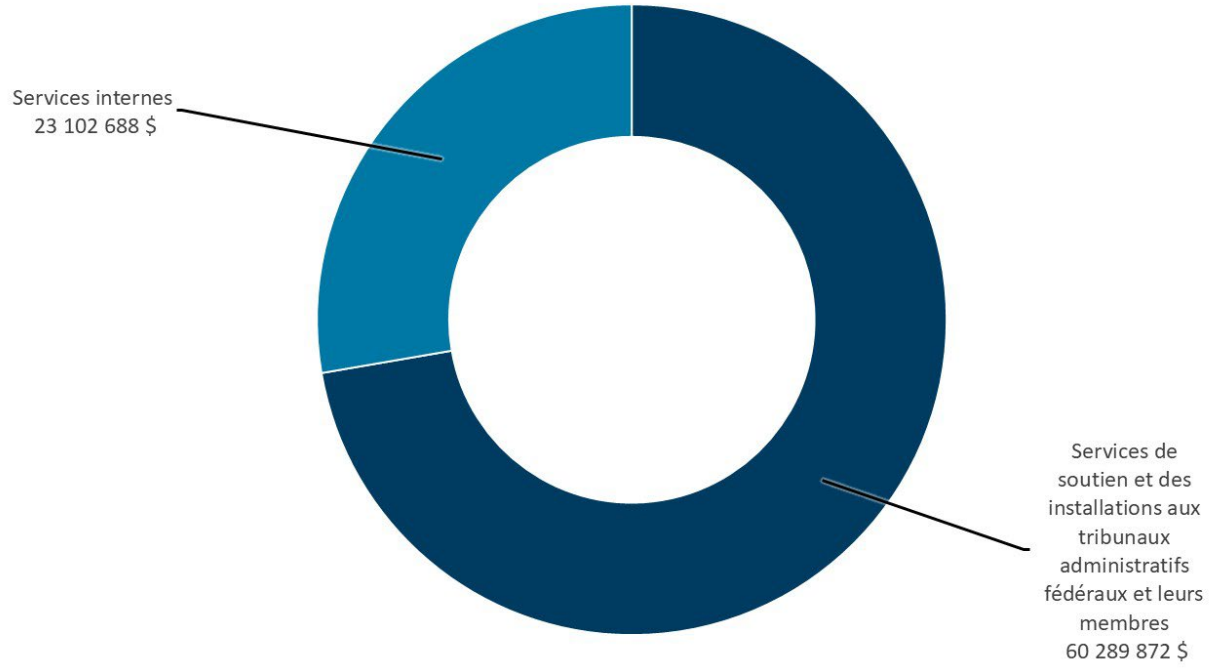
- Dépenses
- Financement
- Faits saillants des états financiers
- Ressources humaines

Dépenses

Cette section présente un aperçu des dépenses réelles et prévues du ministère pour la période de 2023-2024 à 2028-2029.

Le graphique 1 montre les dépenses engagées par le ministère en 2025-2026 pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.

Figure 1 : Dépenses réelles par responsabilité essentielle en 2025-2026



Version textuelle de la figure 1

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses réelles pour 2025-2026
Responsabilité essentielle 1 : Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres	60 289 872 $
Services internes	23 102 688 $

Analyse des dépenses réelles par responsabilité essentielle

Ce tableau résume les dépenses réelles du SCDATA liées à sa responsabilité essentielle et à ses services internes. En 2025-2026, les dépenses réelles pour les services et les installations de soutien destinés aux tribunaux administratifs fédéraux et à leurs membres s'élevaient à 60 289 872 $, ce qui correspond à 72,30 % des dépenses réelles. Les dépenses réelles pour les services internes s'élevaient à 23 102 688 $, ce qui correspond à 27,70 % des dépenses réelles.

Tous les chiffres présentés excluent les recettes nettes en vertu d'un crédit.

Sommaire du rendement budgétaire

Le tableau 6 montre l'argent que le SCDATA a dépensé au cours des trois derniers exercices pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.

Tableau 6 : Dépenses réelles de trois exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2025-2026	Autorisations totales pouvant être utilisées pour 2025-2026	Dépenses réelles de trois exercices (autorisations utilisées)
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres	58 991 644 $	64 449 173 $	• 2023–2024 : 62 893 574 $ • 2024–2025 : 60 153 920 $ • 2025–2026 : 60 289 872 $
Total partiel	**58 991 644 $**	**64 449 173 $**	• 2023–2024 : **62 893 574 $** • 2024–2025 : **60 153 920 $** • 2025–2026 : **60 289 872 $**
Services internes	23 478 629 $	26 147 897 $	• 2023–2024 : 25 798 987 $ • 2024–2025 : 25 804 760 $ • 2025–2026 : 23 102 688 $
Total	**82 470 273 $**	**90 597 070 $**	• 2023–2024 : **88 692 561 $** • 2024–2025 : **85 958 680 $** • 2025–2026 : **83 392 560 $**

Analyse des dépenses des trois derniers exercices

En 2024-2025, les dépenses réelles étaient inférieures de 2,7 millions de dollars à celles de 2023-2024. La diminution est principalement attribuable aux changements dans la charge de travail des tribunaux ainsi qu'aux mesures de gestion des dépenses, y compris les économies réalisées dans le cadre de l'initiative de recentrage des dépenses gouvernementales.

En 2025-2026, les dépenses réelles étaient inférieures de 2,6 millions de dollars à celles de 2024-2025. La diminution est principalement attribuable aux mesures de gestion des dépenses, y compris les économies réalisées dans le cadre de l'initiative de recentrage des dépenses gouvernementales, ainsi qu'aux ajustements organisationnels mis en œuvre en préparation à l'Examen exhaustif des dépenses.

L'onglet Finances de la page Infographie pour le SCDATA dans l'InfoBase du GC fournit davantage de renseignements financiers sur les exercices précédents.

Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices

Le tableau 7 présente les dépenses prévues du SCDATA au cours des trois prochains exercices relativement à ses responsabilités essentielles et à ses services internes.

Tableau 7 : Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues 2026-2027	Dépenses prévues 2027-2028	Dépenses prévues 2028-2029
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres	55 900 001 $	53 562 737 $	51 165 030 $
Total partiel	**55 900 001 $**	**53 562 737 $**	**51 165 030 $**
Services internes	23 451 597 $	22 471 051 $	21 465 146 $
Total	**79 351 598 $**	**76 033 788 $**	**72 630 176 $**

Analyse des dépenses prévues au cours des trois prochains exercices

Les dépenses devraient diminuer en 2026-2027 et les exercices suivants en raison de la mise en œuvre de l'Examen exhaustif des dépenses annoncé dans le budget de 2025.

L'onglet Finances de la page Infographie pour le SCDATA dans l'InfoBase du GC fournit des renseignements financiers plus détaillés en ce qui concerne les exercices précédents.

Dépenses budgétaires brutes réelles

Le tableau 8 fait le rapprochement des dépenses brutes prévues et des dépenses nettes pour 2025-2026.

Tableau 8 : Sommaire des dépenses budgétaires brutes réelles (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses brutes réelles 2025-2026	Revenus réels affectés aux dépenses 2025-2026	Dépenses nettes réelles (autorisations utilisées) 2025-2026
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres	88 475 920 $	28 186 048 $	60 289 872 $
Total partiel	**88 475 920 $**	**28 186 048 $**	**60 289 872 $**
Services internes	25 593 419 $	2 490 731 $	23 102 688 $
Total	**114 069 339 $**	**30 676 779 $**	**83 392 560 $**

Analyse du sommaire des dépenses budgétaires brutes réelles

Le SCDATA est partiellement financé par des recettes nettes en vertu d'un crédit (mécanisme de recouvrement des coûts) pour les activités du TSS. L'augmentation des dépenses du TSS s'accompagne d'une augmentation des recettes, ce qui réduit le coût net de ses activités. Ces dépenses prévues sont autorisées pour le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Compte des opérations de l'assurance-emploi (AE).

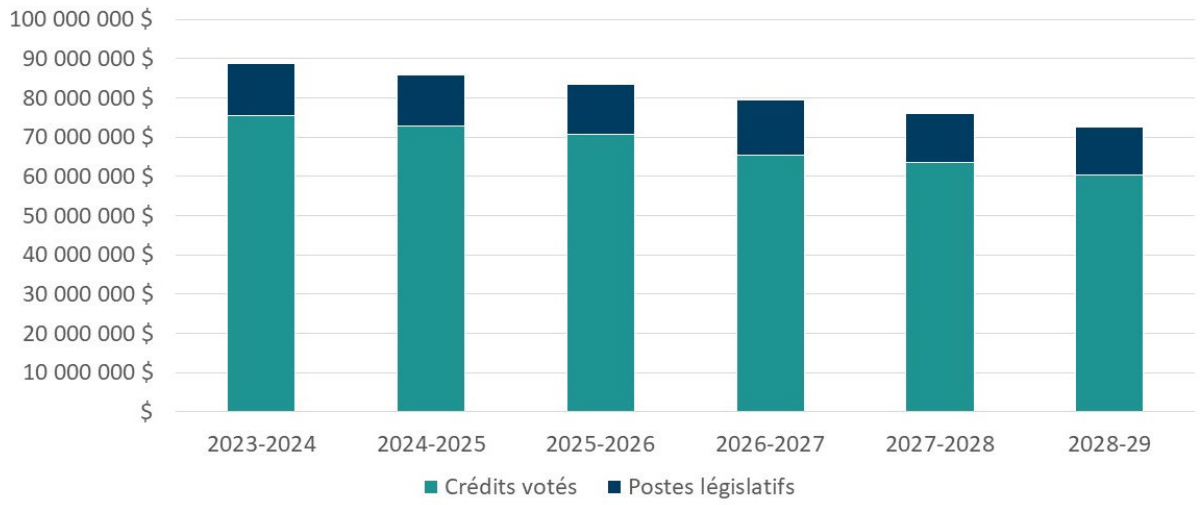
L'onglet Finances de la page Infographie pour le SCDATA dans l'InfoBase du GC fournit des renseignements sur la façon dont les dépenses du SCDATA s'inscrivent dans les dépenses et les activités du gouvernement du Canada.

Financement

Cette section donne un aperçu du financement voté et législatif du ministère pour ses responsabilités essentielles et ses services internes.

Le graphique 1 résume le financement approuvé, voté et législatif, du ministère pour la période de 2023-2024 à 2028-2029.

Graphique 1 : Financement approuvé (législatif et voté) pour une période de six exercices



Version textuelle du graphique 1

Exercice	Postes législatifs	Crédits votés	Total
2023–2024	13 135 087 $	75 557 474 $	88 692 561 $
2024–2025	12 997 869 $	72 960 811 $	85 958 680 $
2025–2026	12 755 885 $	70 636 675 $	83 392 560 $
2026–2027	13 955 310 $	65 396 288 $	79 351 598 $
2027–2028	12 485 404 $	63 548 384 $	76 033 788 $

Exercice	Postes législatifs	Crédits votés	Total
2028–2029	12 144 798 $	60 485 378 $	72 630 176 $

Analyse du financement législatif et voté pour une période de six exercices

Ce graphique illustre les dépenses réelles et prévues du SCDATA sur une période de six ans. Les lignes des exercices 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026 présentent les dépenses réelles déclarées dans les Comptes publics du Canada, tandis que les lignes de l'exercice 2026-2027 et des exercices suivants présentent les dépenses prévues. Les dépenses en 2025-2026 ont été inférieures de 2,6 millions de dollars aux dépenses réelles de 2024-2025, principalement en raison de la poursuite de la mise en œuvre de l'initiative de recentrage des dépenses gouvernementales. Le financement diminuera en 2026-2027 et les exercices suivants en raison de la mise en œuvre de l'Examen exhaustif des dépenses annoncé dans le budget de 2025.

Tous les chiffres présentés excluent les recettes nettes en vertu d'un crédit.

Consultez les Comptes publics du Canada pour en savoir plus sur les dépenses votées et législatives du SCDATA.

Faits saillants des états financiers

Cette section présente les états financiers (non audités) du SCDATA pour l'exercice terminé le 31 mars 2026.

Le tableau 9 résume les charges et les revenus pour 2025-2026 qui affectent le coût de fonctionnement avant le financement du gouvernement et les transferts.

Tableau 9 : État condensé des résultats (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats réels 2025-2026	Résultats prévus 2025-2026	Différence (résultats réels moins résultats prévus)
Total des charges	131 092 379 $	131 707 317 $	-614 938 $
Total des revenus	30 676 779 $	39 825 651 $	-9 148 872 $
Coût de fonctionnement net avant le financement public et les transferts	100 415 600 $	91 881 666 $	8 533 934 $

Analyse des charges et des revenus pour 2025-2026

L'écart est principalement attribuable au fait que les résultats prévus sont fondés sur le budget principal des dépenses, alors que les résultats réels reflètent les dépenses finales. Plus précisément, les recettes provenant du recouvrement des coûts des comptes du RPC et de l'AE étaient inférieures à celles autorisées dans le budget principal des dépenses.

Les renseignements sur les résultats prévus pour 2025-2026 proviennent de l'état des résultats prospectif pour 2025-2026 du SCDATA.

Le tableau 10 résume les charges et les revenus réels et montre le coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.

Tableau 10 : État condensé des résultats (non audité) pour 2024-2025 et 2025-2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats réels 2025-2026	Résultats réels 2024-2025	Différence (2025-2026 moins 2024-2025)
Total des charges	131 092 379 $	136 958 413 $	-5 866 034 $
Total des revenus	30 676 779 $	31 753 508 $	-1 076 729 $
Coût de fonctionnement net avant le financement public et les transferts	100 415 600 $	105 204 905 $	-4 789 305 $

Analyse des différences de charges et de revenus entre 2024-2025 et 2025-2026

La réduction des dépenses totales de 5,9 millions de dollars découle principalement d'une diminution des coûts salariaux. La baisse des revenus est en grande partie attribuable à une diminution des volumes de recouvrement des comptes du RPC et de l'AE.

Le tableau 11 fournit un résumé des montants que le ministère doit ou doit dépenser (passif) et de ses ressources disponibles (actif), ce qui aide à déterminer la capacité du ministère à mettre en œuvre des programmes et des services.

Tableau 11 : État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Exercice en cours (2025-2026)	Exercice précédent (2024-2025)	Différence (2025-2026 moins 2024-2025)
Total des passifs nets	13 174 139 $	17 068 934 $	-3 894 795 $
Total des actifs financiers nets	10 292 018 $	15 156 144 $	-4 864 126 $
Dette nette du ministère	2 882 121 $	1 912 790 $	969 331 $
Total des actifs non financiers	5 790 156 $	7 715 354 $	-1 925 198 $
Situation financière nette du ministère	2 908 035 $	5 802 564 $	-2 894 529 $

Analyse du passif et de l'actif du ministère depuis le dernier exercice

La situation financière nette du SCDATA a diminué de 2,9 millions de dollars en 2025-2026, surtout en raison de la baisse des actifs nets. Cette diminution est principalement attribuable au moment de la facturation des recettes nettes en vertu d'un crédit, à l'augmentation des dépenses d'amortissement et à la réduction du montant à la suite du règlement des comptes créditeurs de l'exercice précédent. Les changements ont été contrebalancés en partie par la baisse des passifs

découlant du règlement des comptes créditeurs avant la fin de l'exercice et des rajustements des avantages sociaux du personnel.

Ressources humaines

Cette section présente un aperçu des ressources humaines réelles et prévues du ministère pour la période de 2023-2024 à 2028-2029.

Le tableau 12 présente un résumé des ressources humaines, en équivalents temps plein, qui sont associées aux responsabilités essentielles et aux services internes du SCDATA pour les trois exercices précédents.

Tableau 12 : Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes au cours des trois exercices précédents

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels en 2023-2024	Équivalents temps plein réels en 2024-2025	Équivalents temps plein réels en 2025-2026
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres	586	562	536
Total partiel	**586**	**562**	**536**
Services internes	157	155	142
Total	**743**	**717**	**678**

Analyse des ressources humaines des trois derniers exercices

Le nombre d'équivalents temps plein a diminué en 2024-2025 en raison de la mise en œuvre de l'initiative de recentrage des dépenses gouvernementales. En 2025-2026, le nombre a diminué, car la mise en œuvre de l'initiative s'est poursuivie.

Le tableau 13 présente les équivalents temps plein prévus pour les responsabilités essentielles et les services internes du SCDATA au cours des trois prochains exercices. Les ressources humaines pour l'exercice en cours sont prévues en fonction des données de l'exercice à ce jour.

Tableau 13 : Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes pour les trois prochains exercices

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2026-2027	Équivalents temps plein prévus en 2027-2028	Équivalents temps plein prévus en 2028-2029
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres	525	518	504
Total partiel	**525**	**518**	**504**

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2026-2027	Équivalents temps plein prévus en 2027-2028	Équivalents temps plein prévus en 2028-2029
Services internes	136	134	131
Total	**661**	**652**	**635**

Analyse des ressources humaines pour les trois prochains exercices

Le nombre d'équivalents temps plein devrait diminuer en 2026-2027 et par la suite en raison de ce qui suit :

- La fin prévue du financement pour assurer l'intégrité des programmes;
- La mise en œuvre de l'Examen exhaustif des dépenses;
- Le transfert de la responsabilité des appels relatifs à l'AE du TSS au Conseil d'appel en assurance-emploi d'Emploi et Développement social Canada.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web du SCDATA :

- Analyse comparative entre les sexes plus

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au système fiscal pour atteindre des objectifs de politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque exercice des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le Rapport sur les dépenses fiscales fédérales. Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'analyse comparative entre les sexes plus liés aux dépenses fiscales.

Renseignements ministériels

Profil du ministère

Ministre(s) de tutelle : L'honorable Sean Fraser, C.P., député
Ministre de la Justice et procureur général du Canada et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique

Administrateur général : Orlando Da Silva, MB, administrateur en chef

Portefeuille ministériel : Ministère de la Justice

Instrument(s) habilitant(s) : *Loi sur le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs*

Année de constitution ou de création : 2014

Coordonnées du ministère

Adresse postale : Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs
240, rue Sparks, 4e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E1
Canada

Numéro de téléphone : 613-295-5765

Télécopieur : 613-957-3170

Adresse courriel : communications@tribunal.gc.ca

Site(s) Web : www.canada.ca/fr/service-canadien-appui-tribunaux-administratifs.html

Définitions

analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (gender-based analysis plus [GBA Plus])

Outil analytique qui aide à comprendre les répercussions des politiques, des programmes et des initiatives sur différentes personnes. Le fait d'appliquer l'ACS Plus aux politiques, aux programmes et à d'autres initiatives permet de déterminer les différents besoins des personnes touchées, les façons de faire preuve de davantage d'inclusion et d'adaptation ainsi que les méthodes permettant de cerner et de réduire tout obstacle à l'accès ou au bénéfice de l'initiative. L'ACS Plus va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour tenir compte d'autres facteurs, comme l'âge, le handicap, l'éducation, l'ethnicité, le statut économique, la géographie (y compris la ruralité), la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre qui établit un lien entre les responsabilités essentielles, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel d'un ministère.

cible (target)

Objectif quantitatif ou qualitatif et mesurable qu'un ministère, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis.

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des ministères ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, d'investissements et d'avances qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le Budget principal des dépenses. Les ministères sont responsables de déterminer les dépenses prévues et doivent être en mesure de justifier les données financières présentées dans leur plan ministériel et rapport sur les résultats ministériels.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le crédit énonce également les conditions régissant les dépenses.

entreprise autochtone (Indigenous business)

Les exigences relatives à la vérification des entreprises autochtones aux fins du rapport sur les résultats ministériels sont présentées sur le site Web de Services aux Autochtones Canada (Cible minimale obligatoire de 5 % d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones).

équivalent temps plein (full-time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne dans un budget ministériel. Le calcul d'un équivalent temps plein correspond au nombre d'heures de travail d'un employé ou d'une employée divisé par le nombre d'heures d'une semaine de travail à temps plein d'un employeur. Par exemple, une personne qui travaille 20 heures pendant une semaine de travail normale de 40 heures représente un équivalent temps plein de 0,5.

indicateur de rendement (performance indicator)

Mesure qualitative ou quantitative pour évaluer les progrès réalisés en vue d'atteindre un résultat au niveau d'un ministère ou d'un programme, ou les extrants ou résultats attendus d'un programme, d'une politique ou d'une initiative.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Mesure quantitative ou qualitative pour évaluer les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Programme, projet ou autre initiative amenant deux ministères fédéraux ou plus à recevoir du financement pour travailler en collaboration à un résultat commun habituellement lié à une priorité gouvernementale et que les ministres y participant conviennent de désigner horizontal. Des exigences particulières en matière de rapports doivent être respectées, notamment l'exigence selon laquelle le ministère responsable doit rendre compte des dépenses et des résultats communs.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment un ministère entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (Departmental Plan)

Exposé des activités prévues et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires au cours d'une période de trois exercices. Les plans ministériels sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorité ministérielle (departmental priority)

Activité, plan ou projet sur lequel un ministère met l'accent et dont il rendra compte au cours d'une période de planification particulière. Il s'agit de ce qui importe le plus ou ce qui doit être réalisé en premier en vue d'atteindre les résultats ministériels attendus.

priorités gouvernementales (government priorities)

Aux fins du rapport sur les résultats ministériels 2025-2026, les priorités du gouvernement sont les thèmes généraux qui définissent le programme du gouvernement comme il a été annoncé dans le discours du Trône de 2025.

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de service.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Rapport qui présente les réalisations d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement (performance)

Utilisation qu'un ministère a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que le ministère souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons retenues ont été dégagées.

répertoire des programmes (program inventory)

Compilation de l’ensemble des programmes du ministère et des ressources qui contribuent à l’exercice des responsabilités essentielles du ministère et à l’atteinte de ses résultats.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les résultats ministériels énumérés pour une responsabilité essentielle correspondent aux résultats que le ministère cherche à obtenir ou sur lesquels il souhaite exercer une influence.

résultat (result)

Un résultat ou un extrant lié aux activités d’un ministère ou liées à une politique, un programme ou une initiative.

résultat ministériel (departmental result)

Résultat général lié aux responsabilités essentielles d’un ministère.